**88**

**Communiqué de presse**

**« Pap Ndiaye, ministre de l’Education nationale et de la jeunesse réprimée de France ? »**

Le 6 avril 2023, au lycée Jules Ferry de Conflans-Sainte-Honorine dans les Yvelines, des lycéennes et des lycéens qui participaient au blocage de leur établissement ont été victimes de violences policières. Les violences ont été filmées et ne laissent aucun doute sur le caractère disproportionné et arbitraire de la réaction policière contre des adolescents : gazage, matraquage, mise en joue à hauteur de visage et presque à bout portant à l’aide d’un LBD et utilisation du placage ventral au sol d’un élève par quatre policiers alors que cette méthode est létale et a déjà tué en France ! Rien ne peut justifier de tels actes ! La police doit assurer la sécurité des manifestants et non les agresser !

Ces images n’ont donné lieu à aucune réaction de la part du ministre de l’Education nationale. Cette absence de réaction s’inscrit dans un contexte de criminalisation croissante de toute forme d’opposition non seulement à la réforme des retraites mais aussi au gouvernement. Lorsque le ministre de l’Intérieur a critiqué la Ligue des Droits de l’Homme, que ses propos ont été repris par la Première ministre au Sénat, nous nous attendions à un soutien envers la L.D.H. et à une dénonciation des violences policières par le ministre de l’Education nationale. En effet, interrogé par France Inter en juin 2020, il faisait remarquer que « *l’attitude de déni* [des autorités françaises] *en ce qui concerne les violences policières en France est tout à fait classique et depuis longtemps*»« *Il y aurait des violences policières aux Etats-Unis, en France il n’y en a pas puisqu’on vous dit qu’il n’y en pas et d’ailleurs nous sommes en République*» ajoutait-il. Cette répression de la mobilisation des lycéennes et des lycéens se retrouve partout sur le territoire. Elle commence par des sanctions émanant des directions d’établissement, comme dans les Vosges.

La CGT Educ’action 88 apporte son soutien aux lycéennes et lycéens des Vosges, des Yvelines et de France en lutte contre la politique ultra-libérale et illibérale d’un « *gouvernement radicalisé* », comme le faisait remarquer la secrétaire générale de la C.G.T. Sophie Binet. Ce n’est pas la première fois que les Yvelines sont le terrain de violences policières. En 2018, des lycéennes et des lycéens de Mantes-la-Jolie avaient été forcés de se mettre à genoux, mains derrière la tête et humiliés par la police. Alors qu’à Conflans-Sainte-Honorine des moyens énormes ont été déployés pour réprimer des lycéennes et des lycéens, nous ne saurions oublier notre collègue Samuel Paty, professeur d’un collège de la même ville qui, menacé de mort, n’a pas vu sa protection assurée et l’a payé de sa vie le 16 octobre 2020.

Epinal, le 13 avril 2023.

Contact presse : 88@cgteduc.fr / 07 67 73 40 66